

ARRETE MUNICIPAL N° 13236 DU 024 AVRIL 2024

OBJET :

LE MAIRE DE LARMOR-PLAGE,

Autorisation Terrasse
Saison estivale 2024

« BOO'T A BOO »

-Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,
-Vu la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,
-Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2211-1 et suivants,
-Vu le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L2122-1 à L2122-9 et L3111.1,
-Vu le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L421- 1 et suivants,

- Vu la demande présentée par Mme SALES Aurélie, gérante du restaurant le « BOO'T A BOO », N°2 rue de la Marine – 56260 – LARMOR-PLAGE,

Demande l'autorisation pour la mise en place d'une terrasse consistant une emprise sur la chaussée devant son restaurant situé rue de la Marine,

ARRETE

ARTICLE 1 : À partir du samedi 20 avril 2024 et jusqu'au dimanche 1er septembre 2024 inclus. Le bénéficiaire Mme SALES est autorisée à occuper le domaine public. Celle-ci est dans l'obligation de répondre favorablement aux attentes citées ci-dessous :

ARTICLE 2 : « BOO'T A BOO » est autorisé à étendre sa terrasse. La longueur de la terrasse n'excédera pas la façade du commerce soit 5 mètres et sur une largeur de 2 mètres – soit 10 mètres carrés.

ARTICLE 3 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire Mme SALES est responsable tant vis-à-vis de la commune que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de sa terrasse et de ses biens mobiliers. La terrasse installée sur le domaine public devra être parfaitement entretenue.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons. En cas de problèmes persistants et après mise en demeure d'agir restée sans effet, l'autorisation de stationnement sera retirée.

ARTICLE 4 : La présente autorisation délivrée par P.VALTON, Maire de LARMOR-PLAGE:

- Est soumise à un droit de place perçu par la commune, pour les 4 mois d'occupation, montant calculé au prorata par rapport à la délibération du 12 décembre 2023.
- Est délivrée à titre précaire et révocable. Par conséquent elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour son bénéficiaire, de droit à indemnité.

ARTICLE 5 : Madame la Directrice Générale des Services, Madame la Commissaire de Police de LORIENT et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour ampliation,
P.VALTON



LE MAIRE,
Patrice VALTON